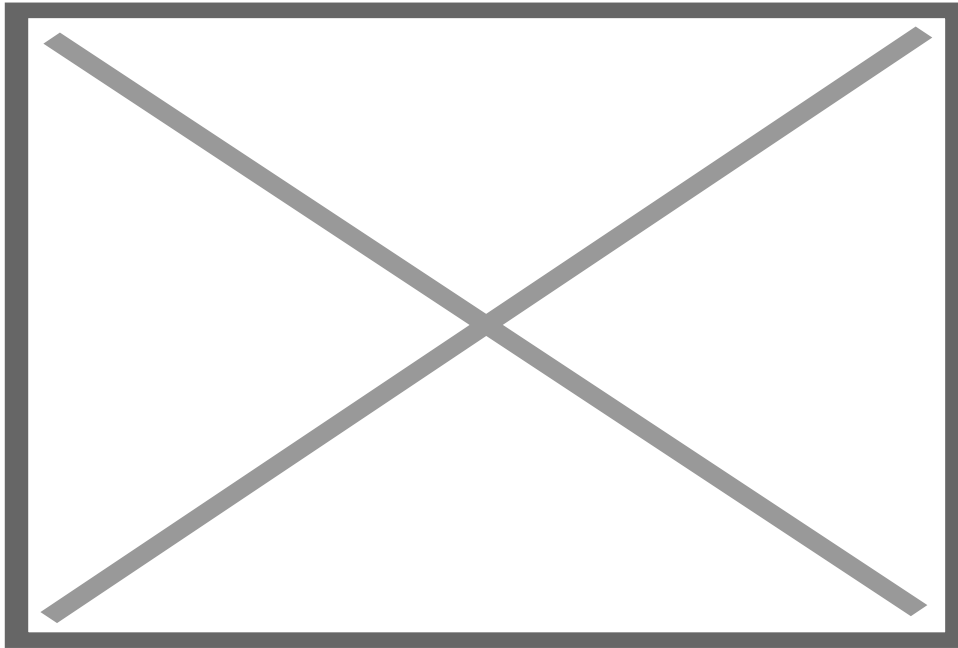


Une Ã©lue de gauche de nouveau derriÃ¨re les barreaux israÃ©liens

Description

Par Charlotte Silver, le 9 juillet 2017



Khalida Jarrar, au centre, est fÃ©tÃ©e par ses soutiens au checkpoint de Jbara en Cisjordanie occupÃ©e, lors de sa libÃ©ration dâ??une prison israÃ©lienne en juin 2016. Elle a Ã©tÃ© de nouveau arrÃ©tÃ©e ce mois-ci.

Nedal Eshtayah APA images

Juste un an aprÃ¨s Ã©tre sortie dâ??une prison israÃ©lienne, lâ??Ã©lue palestinienne de gauche, Khalida Jarrar est de nouveau derriÃ¨re les barreaux israÃ©liens.

Jarrar, qui est membre du Conseil LÃ©gislatif Palestinien et dirigeante du Front Populaire de LibÃ©ration de la Palestine, a Ã©tÃ© arrÃ©tÃ©e dimanche dernier lors dâ??une descente chez elle, avant lâ??aube, dans la ville de Ramallah en Cisjordanie occupÃ©e.

Cette mÃªme nuit, Khitam Saafin, la prÃ©sidente de lâ??Union des ComitÃ©s de Femmes Palestiniennes, a Ã©galement Ã©tÃ© arrÃ©tÃ©e pendant une sÃ©rie de raids.

IsraËl prétend avoir arrêté Jarrar parce qu'elle a développé son travail avec le FPLP encore davantage depuis son élargissement en juin 2016, niant qu'elle était visée pour sa position de parlementaire.

Lors de son arrestation en juin 2015, Jarrar a été frappée de 12 chefs d'accusations en lien avec son militantisme et son plaidoyer pour les prisonniers politiques palestiniens. Elle a finalement obtenu un arrangement qui a réduit les accusations à l'appartenance à une organisation illégale et à l'incitation à la violence.

IsraËl considère illégaux la plupart des partis politiques palestiniens. Son avocat, Mahmoud Hassan, a expliqué à ce moment-là que Jarrar acceptait l'arrangement parce qu'elle ne s'attendait à aucune justice de la part du tribunal de l'occupation.

Après l'arrestation de Jarrar et de Saafin, le FPLP a déclaré que les arrestations soulignent la futilité des négociations sans résultat de l'Autorité Palestinienne et de sa coordination sécuritaire avec IsraËl.

Jarrar s'est exprimé sobrement contre les tentatives du dirigeant de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, pour reprendre des négociations avec IsraËl, lors d'une récente interview du Washington Post.

« La piste des négociations directes a échoué et n'a apporté aucun espoir au peuple palestinien. En fait, c'est l'inverse qui s'est produit » a-t-elle dit, ajoutant que la Cisjordanie « a plus de colons que jamais et que c'est un des principaux obstacles à ce que nous établissions un État ».

Le groupe de défense des droits des prisonniers, Addameer, du bureau duquel Jarrar est membre, a déclaré que l'arrestation de l'activiste « constitue une attaque contre les dirigeants politiques palestiniens et contre la société civile palestinienne dans son ensemble ».

Jarrar rejoint 12 autres élus palestiniens détenus dans des prisons israéliennes, dont la plupart sont détenus sans accusation ni procès, selon Samidoun, un groupe de défense des prisonniers palestiniens.

Fin juin, l'activiste Muhammad Badr a été arrêté lors d'une descente militaire chez lui, au cours de laquelle les soldats ont confisqué des affaires personnelles, selon Samidoun.

Badr a passé au total 11 ans en prison en IsraËl. Plus récemment il a été arrêté en octobre 2013 et a passé un an et demi en prison sans accusation ni procès.

Badr, comme la plupart des parlementaires détenus, est affilié au Hamas.

Dâ??aprÃs Issa Qaraqe du comitÃ© des affaires des prisonniers de lâ??AutoritÃ© Palestinienne, IsraÃ«l a dÃ©tenu environ 70 Ã©lus palestiniens depuis 2002.

Pendant ce temps, Muhammad Allan, qui sâ??est engagÃ© dans une grÃve de la faim de 65 jours en 2015 et a obtenu sa libÃ©ration en novembre de la mÃªme annÃ©e, refuse de nouveau de sâ??alimenter, suite Ã sa derniÃ¨re arrestation dÃ©but juin.

Cet avocat de 33 ans exige sa libÃ©ration immÃ©diate de la prison israÃ©lienne oÃ¹ il est une fois de plus enfermÃ© sans accusation ni procÃ©s.

Traduction : SF pour lâ??Agence Media Palestine

Source : [Electronic Intifada](#)

date crÃ©Ã©e

2017/07/11